

BUDGET MILITAIRE 2013 DE LA FRANCE

Le changement dans la continuité

Pour résumer d'une phrase, on peut dire que le projet de loi de finances concernant le budget de la Défense 2013 est une copie conforme des années précédentes. Les chiffres présentés par l'actuel ministre de la Défense le prouvent.

Par exemple, si nous comparons les années de l'ère Sarkozy, avec ce qui nous est proposé pour 2013, il est bien difficile de trouver le moindre indice correspondant aux espoirs des partisans de la paix, qu'il s'agisse du montant des dépenses générales d'armement comme celui de l'armement nucléaire. Sur ce dernier point, il est encore présenté dans le texte du projet de loi de finances 2013 comme « ni offensive, ni défensive, elle est de dissuasion ». Son but essentiel est « d'empêcher le déclenchement de la guerre ». Et d'ajouter : pour la France, « elle est indissociable de sa sécurité et de son statut international ».

Ainsi, précise le texte officiel « l'année 2013 sera marquée par la poursuite de la modernisation de la composante océanique avec la fin de la période d'adaptation du sous-marin lanceur d'engins (SNLE), le Vigilant, qui lui permettra de lancer les missiles M51 et l'entrée dans ce cycle d'adaptation du SNLE le Triomphant. La rénovation des transmissions nucléaires, essentielles à la dissuasion, sera poursuivie. Enfin, le programme de simulation, fondamental pour garantir la sûreté des armes nucléaires, suite à l'arrêt définitif des essais nucléaires en 1996, verra la continuation de la construction du laser mégajoule (LMJ) et de l'installation radiographique et hydrodynamique franco-britannique EPURE pour permettre la réalisation de premiers essais en simulation en 2014 ».

On peut parfois lire dans la presse que le gouvernement maintient un niveau de dépenses militaire important grâce à une réduction des effectifs civils et militaires employés par l'armée. C'est un peu vrai notamment en raison d'une baisse de la masse salariale de 0.7%, d'une baisse de 7% sur le fonctionnement courant et d'un report à la hauteur de 5.5 millions d'euros de commandes prévues en 2012 et 2013. Ce décalage dans le temps de ces commandes est expliqué en raison de la situation économique

Le projet de budget de la défense présenté pour 2013 est un budget de transition.

Le Livre blanc de la Défense redéfinira

les besoins des armées afin

qu'ils soient en cohérence avec

les priorités stratégiques

de la France.

Ses conclusions serviront à écrire la nouvelle LPM 2014-2019.

Le sous-marin nucléaire le Vigilant



actuelle du pays. Selon le texte du ministère de la Défense : « les aménagements retenus permettent de limiter la dépense de l'État notamment en 2013 sans remettre en cause les contrats en cours ».

Cela étant, la baisse des effectifs remonte à plusieurs années. Comme pour les dépenses si on remonte au début de la période Sarkozy, la baisse est constante en termes d'autorisation maximum d'emplois civils et militaires.

Par contre, la présence de militaires français à l'étranger est toujours importante. En septembre 2012, le chiffre dépassait les 10.000 (hors forces de souveraineté) dont 6.000 environ engagés sur des théâtres d'opérations extérieures. Ces opérations extérieures ont toujours un surcoût non négligeable comme le montrent les chiffres officiels. Précisons que depuis 2009, le financement résiduel de surcoût des ces opérations (OPEX) ne pèse pas sur les crédits d'équipement de la Défense mais les bénéficie d'un abondement interministériel.

Ces quelques éléments abordés très succinctement dans le cadre qui est le nôtre ici, montrent que l'ensemble des pacifistes français doivent, plus que jamais, se mobiliser* pour imposer une autre orientation pour aller vers la paix dont le monde a besoin.

Jacques Trélin

EN SAVOIR PLUS

• www.mvtpaix.org

* Le Mouvement de la Paix a initié une pétition contre le budget de la Défense. À signer en ligne sur : www.mvtpaix.org